



VILLE DE  
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri  
94600 Choisy-le-Roi  
[www.choisyleroi.fr](http://www.choisyleroi.fr)  
Service Urbanisme  
☎ 01.78.68.40.05

**ARRETE PORTANT AUTORISATION D'UNE INSTALLATION D'UN DISPOSITIF OU D'UN  
MATERIEL SUPPORTANT DE LA PUBLICITE, UNE PREENSEIGNE OU UNE ENSEIGNE  
PRONONCE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		Référence dossier :
Demande déposée le 12/07/2024		N° EN 094 022 24 00018
Par :	<b>VEHICULE SUR MESURE</b>	Objet de la demande :  - Installation d'une nouvelle enseigne
Représenté par :	<b>MONSIEUR BOUSEKSOU AREZKI</b>	
Demeurant à :	<b>13 bis avenue de la Gare 92230 Gennevilliers</b>	
Sur un terrain sis à :	<b>3 rue Guy Moquet 94600 Choisy-le-Roi</b>	
Référence(s) cadastrale(s) :	<b>22 O 59</b>	

**Le Maire de Choisy-Le-Roi,**

**Vu** la demande d'autorisation préalable susvisée, portant sur le remplacement d'une enseigne,  
**Vu** l'avis de dépôt affiché en Mairie le 16/07/2024,  
**Vu** le Code de l'Environnement, notamment ses articles L. 581-1 à L.581-45 et R. 581-1 à R.581-88,  
**Vu** le décret n°2012-118 du 30/01/2012 relatif à la publicité extérieure, aux enseignes et aux pré-enseignes,  
**Vu** l'Instruction du Gouvernement du 25/03/2014 relative à la réglementation nationale des publicités, des enseignes et des pré-enseignes,  
**Vu** le Règlement Local de Publicité Intercommunal approuvé le 13/12/2022, notamment la zone ZP2,  
**Vu** la loi du 31/12/1913 modifiée sur les monuments historiques,  
**Vu** la consultation du Service Métropolitain de l'Architecture et du Patrimoine – Architecte des Bâtiments de France, en date du 19/07/2024  
**Vu** l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France – Service Métropolitain de l'Architecture et du Patrimoine, en date du 19/08/2024 (ci-annexé),  
**Vu** le courrier de demande de pièces complémentaires en date du 26/07/2024, notifié en date du 02/08/2024,  
**Vu** les pièces complémentaires reçues en Mairie, en date du 31/07/2024.

**ARRETE**

**Article 1 :** La présente autorisation d'un dispositif ou matériel supportant de la publicité, une enseigne ou une pré-enseigne est **ACCORDÉE** pour les travaux décrits dans la demande susvisée, sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées aux articles suivants.

**Article 2 :** Les prescriptions émises par l'architecte des Bâtiments de France dans son avis du 19/08/2024, ci-annexé devront être respectées.

**Article 3 :** Les dispositifs lumineux devront respecter la règle du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI) relative à l'éclairage des enseignes.

**Article 4 :** La réalisation du projet donnera lieu au versement de la taxe locale sur les enseignes et publicités extérieures (TLPE).

**Article 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services, est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à Madame la Préfète du Val-de-Marne.

**Choisy le Roi, le 06/09/2024**

**Le Maire,**

The image shows a blue circular official stamp of the Mayor of Choisy-le-Roi. The stamp contains the text 'Mairie de Choisy-le-Roi' and 'Maire de Choisy-le-Roi'. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in black ink, which appears to be 'F. Quat'. The signature is written in a cursive style and is positioned to the right of the stamp.

**Pour information :**

**La présente décision peut faire l'objet :**

- D'un recours gracieux, adressé à Madame la Préfète du Val-de-Marne :  
21 – 29 avenue du Général de Gaulle  
94600 Créteil
- D'un recours hiérarchique, adressé au Ministre chargé de la Transition écologique :  
Ministère de la Transition écologique  
Grande Arche Tour Pascal A et B  
92055 Paris – La – Défense cedex

*Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne cours qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.*

- D'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant le Tribunal Administratif compétent.

*Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application informatique « télé recours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*